GENÈSE DE L'ÉTAT ABSOLU
XVI^e-XVII^e SIÈCLE*
Joël CORNETTE

Michel DE L'HOSPITAL, *Discours pour la majorité de Charles IX, et trois autres discours*. Prés. de Robert DESCIMON. Paris, Imprimerie nationale, 1993. 16 x 22, 134 p. (« Acteurs de l'histoire »).

Depuis le bel article que lui consacra Pierre Bayle dans son *Dictionnaire* (1697), Michel de L'Hospital (1505-1573) est la figure emblématique d'une certaine idée, quelque peu simplificatrice, de l'État royal : pacificateur, tolérant, irénique. Le premier intérêt de cette publication est d'offrir la parole vive du chancelier de François II et de Charles IX, celui qui fonda, d'une certaine manière, le courant « politique », hostile aux ultracatholiques dont les Guise étaient les champions. Voici donc quatre discours : le principal fut tenu à Rouen lors de la cérémonie qui proclama la majorité de Charles IX, le 17 août 1563, au lendemain de la première des huit guerres qui ensanglantèrent le royaume après le massacre de Wassy. Le lecteur sera sans doute surpris de découvrir un homme plus théologien que politique, fustigeant l'abandon des hommes à la décadence et à la corruption. Comme le souligne Robert Descimon, « on sera frappé par ce ton de prédication qui venait miner de l'intérieur les principes de la politique religieuse que L'Hospital entendait promouvoir ». Ce discours est accompagné de trois harangues prononcées respectivement devant les magistrats du parlement de Paris le 7 septembre 1560, lors de l'ouverture des états généraux tenus à Orléans, le 13 décembre 1560, lors d'un conseil élargi, enfin, tenu à Moulins, au mois de janvier 1566.

La décapante présentation de Robert Descimon constitue le second intérêt de cette publication. « L'Hospital n'eut rien d'une figure idéale : "grand rabroueur", mais doté d'une trop bonne opinion de lui-même, follement épris de bien public, mais expert dans l'art de s'élever sur la voie des honneurs, il étala ses contradictions à la mesure du siècle troublé où il exerça son action. » Voilà donc « l'histoire privée d'un homme public ». On mesure l'irrésistible ascension d'un auvergnat qui sut jouer des réseaux de fidélités et de clientèles que son père, médecin, avait su capter, comme serviteur du puissant connétable de Bourbon. Si la « trahison » du conné-

* Les trois études, qui font l'objet de la revue critique qui suit, permettent de confronter théories, discours et pratiques d'une monarchie partagée entre pouvoir tempéré et pouvoir absolu.

table, en 1523, compromet quelque peu la carrière du père et du fils, un séjour en Italie (études de droit à Padoue et à Bologne), puis à Paris (au Parlement) permirent à Michel de faire remarquer sa virtuosité juridique et de s'intégrer au « réseau des Auvergnats de Paris, une puissante machine au service des jeunes immigrés ». Solidarités du pays et fidélités de services furent, dès lors, les deux outils d'une promotion exemplaire : 1550, chancelier de Marguerite, duchesse du Berry, sœur unique du roi Henri II ; 1553, maître des requêtes de l'Hôtel ; 1554, premier président sur-numéraire de la Chambre des comptes ; 1559, conseiller au conseil privé ; chance-lier, enfin en 1560. Une carrière sans faute donc. Michel de L'Hospital en expliqua lui-même les fondements : « Le plus sûr est de ménager tout le monde ; il faut cultiver les uns pour leur noblesse, les autres pour leur mérite, les autres pour leur affection à notre égard et se servir de tous malgré leurs dissentiments. » Rien d'original ici sans doute : nous savons, en particulier grâce à la récente étude de Joseph Bergin consacrée à l'ascension de Richelieu, que l'intégration aux systèmes de clientèles et de fidélités fut, en ce temps de « féodalisme bâtard », le plus sûr moyen de faire carrière et de parvenir au sommet de l'État¹.

Étienne PASQUIER, *Pourparlers*. Éd. critique accompagnée d'un commentaire par Béatrice SAYHI-PÉRIGOT. Paris, Honoré Champion, 1995. 14,5 × 22,5, 620 p., bibliogr., index (« Textes de la Renaissance », 7).

Élève de Ramus au collège de Presles, auditeur attentif des cours de Cujas à Bordeaux, d'Alciat à Pavie, magistrat humaniste et gallican, avocat au parlement de Paris avant d'occuper, à partir de 1585, la fonction d'avocat général à la Chambre des comptes, Étienne Pasquier (1529-1615) a laissé une œuvre abondante, trop souvent laissée dans l'ombre. Il convient donc de se réjouir de la parution de ce riche volume, composé du texte intégral de trois *Pourparlers* : le *Pourparler du Prince* (1560), le *Pourparler de la loy* et l'*Alexandre* (1581). Imité du *Dialogue des morts* de Lucien, ce dernier texte se présente comme une étonnante confrontation opposant Rabelais à Alexandre. Ces trois œuvres empruntent la forme du dialogue, particulièrement prisée au xvi^e siècle : il suffit de rappeler le succès du *Cortegiano* et des dialogues italiens de ce type. Pourvue d'un imposant appareil de notes érudites, l'édition critique est accompagnée d'une analyse syntaxique (la langue de Pasquier est pétrie de la rhétorique des juristes) et, surtout, d'un commentaire développé. C'est la première fois que ces *Pourparlers* font ainsi l'objet d'une étude spécifique qui éclaire le sens des débats. Ces débats dialectiques mettent en jeu la morale et la politique, à la recherche de l'insaisissable vérité.

Un résumé de la thématique du plus long et du plus complexe de ces trois dialogues, le *Pourparler du Prince*, permettra de mesurer l'intérêt d'une telle publication, en particulier dans le cadre d'une étude des idéologies concernant le pouvoir. En effet, ce traité politique, souvent ignoré, a été rédigé entre 1558 et 1560, et il se trouve régulièrement placé en annexe des *Recherches de la France*, l'œuvre la plus

1. Joseph BERGIN, *L'Ascension de Richelieu*, Paris, Payot, 1994, éd. orig. en anglais en 1991. Voir aussi, sur ce même thème, l'analyse fondatrice de Jean-Louis BOURGEON, *Les Colbert avant Colbert*, Paris, Presses universitaires de France, 1973.

célèbre du magistrat écrivain, qui attend toujours son historien² : il s'agit d'un monument encyclopédique, sans cesse retravaillé par Pasquier, pendant près de soixante ans. Ce dernier a voulu construire, dans la lignée des humanistes du début du XVI^e siècle, comme Jean Lemaire de Belges, une histoire « nationale », enracinée dans un passé « gaulois », contre la réduction de l'Antiquité à celle des Gréco-Latins³. Ainsi réactualisé par chacune des rééditions des travaux du magistrat érudit (en 1567, 1569, 1571, 1572, 1581, 1594, 1596, 1607, 1610, 1611, 1617, 1621, 1633, 1643, 1665, et en 1723), le *Pourparler du Prince* se présente sous la forme de quatre discours, consacrés au « soutien d'un bon roy » et à la philosophie du prince, sachant que le régime monarchique est d'emblée considéré, sans discussion, comme le meilleur des gouvernements. La question débattue s'inspire de la réflexion de Platon, devenue alors un lieu commun : faut-il un prince philosophe ? Pour répondre à cette question, application, héritage, mais aussi synthèse de la *disputatio* scolastique, des dialogues antiques, italiens et humanistes (*l'Institutio principis christiani* d'Erasme, par exemple), ces quatre discours opposent plusieurs conceptions de l'autorité politique : ils sont ainsi un excellent révélateur du bouillonnement théorique qui accompagne, à l'aube des troubles de religion, la recherche d'une définition toujours plus précise de la nature et du fonctionnement de l'État royal.

L'Escolier, tout d'abord, soutient que le prince doit être, avant tout, un lettré, parce que l'éloquence est la source de tout bien ; aussi le roi idéal devra-t-il « vouer le meilleur de son temps aux sciences et bonnes lettres », tout en incitant un chacun à « pratiquer le semblable ». *Le Philosophe*, ensuite, explique que le souverain doit se comporter en stoïcien, fortifié par une éducation morale, afin de « mettre bornes à ses désirs » et d'afficher un mépris du monde : loi vivante, fondant ainsi le bonheur de son peuple sur sa propre vertu confondue avec la raison, il sera « Roi des Rois », comme Dieu lui-même, à la différence du « Serf des Serfs », un monarque dévoré, tel Alexandre, par les passions terrestres⁴. Condamnant les « balivernes » de l'*Esco-*

2. É. PASQUIER, *Les Recherches de la France*, Paris, 1665, IX liv. (abrégé ci-après en *Recherches*). On fera le point sur l'état des travaux consacrés à É. Pasquier dans le recueil *Étienne Pasquier et ses Recherches de la France*, Paris, Presses de l'École normale supérieure (« Cahiers V. L. Saulnier », 8), 1991. Dorothy THICKETT est le principal spécialiste d'Étienne Pasquier. On lui doit, notamment, *Estienne Pasquier, 1529-1615, the versatile barrister of 16th century France*, Londres/New York, Regency Press, 1979. Mais cette étude n'est pas centrée sur les *Recherches*. On pourra consulter aussi les approches de Georges HUPPERT, « Naissance de l'histoire de France : les Recherches de Pasquier », *Annales. ESC*, 23^e année, 1968, p. 69-105 ; de Donald KENEY, *Foundations of modern historical scholarship : language, law and history in the French Renaissance*, New York, Columbia University Press, 1970 ; de Corrado VIVANTI, « Les Recherches de la France d'Étienne Pasquier : l'invention des Gaulois », in *Les Lieux de mémoire : la Nation*, 1, éd. Pierre NORA, Paris, Gallimard, 1986, p. 215-245.

3. Sur ce sujet, on consultera l'analyse de Colette BEAUNE, *Naissance de la nation France*, Paris, Gallimard, 1985, voir en particulier les pages consacrées aux *Illustrations de Gaule et singularitez de Troye*, de Jean Lemaire de Belges de 1509 ; Claude-Gilbert DUBOIS, *Celtes et Gaulois au XVI^e siècle. Le développement littéraire d'un mythe nationaliste*, Paris, Vrin, 1972 ; Id., *La Conception de l'histoire en France au XVI^e siècle (1560-1610)*, Paris, Nizet, 1977.

4. Sur l'histoire, tourmentée, de l'identification du roi de France avec Alexandre, voir l'étude de Chantal GRELL, Christian MICHEL, Pierre VIDAL-NAQUET, *L'École des princes ou Alexandre disgracié. Essai sur la mythologie monarchique de la France absolutiste*, Paris, Les Belles Lettres (« Nouveaux Confluents »), 1988.

lier et les « reveries » du *Philosophe*, le *Curial*, ou *Courtizan* défend la logique machiavélienne et autocratique d'une autorité sans partage : le prince doit, avant tout, veiller à sa grandeur, « par une liaison des armes avec les loix », considérées comme les deux instruments principaux du pouvoir d'un « grand Roy ». Vient enfin le tour du dernier débatteur. Maître du jeu, le *Politie*⁵ n'est autre que Pasquier lui-même, qui synthétise les trois précédentes options de l'autorité princière, avant de les rejeter : « Je me trouve de contraire avis à vous tous. » Les lettres, en effet, défendues par l'*Escolier*, ne sont qu'un passe-temps, qui détourne le prince des affaires importantes du pays ; de même, l'apathie stoïcienne, revendiquée par le *Philosophe*, ne peut être une qualité pour un homme qui doit affronter le réel et avoir « grand soing et pensement » de son peuple. Quant au *Courtizan*, il « nous a figuré un tyran et non un roi ». Aussi, les « sages courtizans favoriseront plutost le party de mon politic ».

Le *Politie* affirme que le prince doit, avant tout, veiller au bien commun, au « bien public », et considérer qu'il est sujet des lois, des lois permanentes et immuables, auxquelles le roi doit se conformer autant que ses officiers. Aussi, dans ce cadre, doit-il accepter, naturellement, le contrôle du parlement. Ce contrôle, exercé par le droit de remontrance, fait de la France un modèle de monarchie puissante et « bien réglée » : « Quand par une police publique leurs pensemens [des rois] furent réduits à la délibération de plusieurs, qui ne se nommoient point ny par faveur, ny par argent, ains [mais] par une election de vertu, il a esté jusque à présent impossible que toutes choses n'allassent bien⁶. » Plus encore, le parlement constitue la garantie que le prince gouvernera selon la raison et non en obéissant à ses passions, attisées par des « favoris » : « Autrement, sous l'ombre d'une clause desrobée, plusieurs favoris feroient d'une passion une loy. » Prenant l'exemple de l'accroissement du fisc, qu'il assimile à une maladie du corps politique, Pasquier propose que le parlement devienne un médecin du public, modérateur des prétentions fiscales du prince, afin d'éviter les maladies de l'État. Et le *Politie* d'expliquer que Louis XI, après un mouvement de colère passager à l'égard de la Cour de Parlement, lui rendit tous ses droits : « Je croy ceste histoire vraye, parce que je la souhaite telle⁷. » Aussi, « nos roys, par une débonnairété qui leur a esté familière, jamais de leur puissance absolue n'entreprendrent rien en la France ».

Les deux autres *Pourparlers* permettent de préciser les conceptions de Pasquier en matière de « bon gouvernement » : ainsi, le *Pourparler de la loy* met-il bien en valeur, dans la lignée des idéaux défendus par les « politiques », l'éminence de la loi et du droit. Quant au portrait critique d'Alexandre, il constitue une sorte de négatif

5. Ce mot n'est pas encore utilisé, en 1560, dans le sens des « politiques » comme soutien du roi et du principe de l'État royal face aux Ligueurs, mais dans le sens d'officier royal : une fonction liée aux progrès de l'absolutisme, celle d'un conseiller chargé d'éclairer la monarchie et de la tempérer.

6. Cité par Béatrice SAYHI-PÉRIGOT, « À l'arrière-plan des *Recherches : Le Pourparler du Prince* », in Étienne Pasquier et ses *Recherches de la France*, op. cit. supra n. 2, p. 61-77.

7. Cette affirmation s'oppose à l'image de Louis XI transmise par le même Pasquier dans ses *Recherches*, liv. II, chap. 3 : « Loys onziesme [...] entre tous les autres Roys de France, n'usa gueres de l'autorité de ceste grande compagnie [le Parlement], sinon en tant qu'elle se conformoit à ses volonteiz : voulant estre ordinairement creu d'une puissance absolue et opiniastreté singulière. »

des vertus cardinales attendues d'un bon prince : la prudence, le courage, la tempérance et la justice. Surtout, ce qui domine dans tous ces textes, et qui se retrouve dans les *Recherches*, c'est l'enracinement de la réflexion dans une histoire « nationale » et juridique, une histoire fortement idéalisée (comme on peut le mesurer avec l'exemple mythique d'un Louis XI monarque tempéré, développé dans le *Pourparler du Prince*). Cette histoire « franco-française » insuffle une force et une crédibilité particulières à la théorie d'une monarchie éclairée par les « avis » des magistrats des cours souveraines : en ayant recours au parlement, les rois « couvriront leurs défauts et ne trouvera lon en eux trop grande difformité ». Le livre II des *Recherches* est ainsi consacré « à la commune police [administration] qui a esté diversement observée selon les temps es choses séculières ». On y trouve un tableau et une histoire des principales institutions centrales : le Parlement (chap. 1-4 du liv. II), la Chambre des comptes, le Grand Conseil... Pasquier voit l'origine du Parlement dans l'assemblée druidique de Chartres⁸ ; puis il consacre un long passage à son rôle politique. Il souligne que le Parlement « a toujours esté destiné pour les affaires publiques et vérifications des édits ». Pour comprendre l'importance et l'éminence de cette fonction de vérification des édits, il faut remonter, explique-t-il, à Charlemagne : sous son règne, en effet, et celui de ses successeurs, « ne s'entreprenoit chose de conséquence au royaume que l'on ne fist assemblée de prélats et de barons, pour avoir l'œil sur cette affaire ; aussi le Parlement estant arresté, fut trouvé bon que les volonteiz générales de nos Roys n'obtinssent point lieu d'edicts, sinon qu'elles eussent esté vérifiées et émologuées en ce lieu, laquelle chose premièrement se pratiquoit sans hypocrisie et dissimulation, déferans nos Roys grandement aux délibérations de la cour ». Sans doute, comme il en convient aussitôt, cette règle de la vérification n'a-t-elle pas toujours été appliquée, sauf « lors des minoritez de nos Roys, ou en cas d'altération de leur bon sens ». Mais pour justifier le rôle des magistrats dans l'élaboration de la loi, il propose une quasi-théorie de monarchie constitutionnelle, qui fait du parlement, par la médiation de la vérification régulière des édits et donc de la remontrance, un véritable « interface » politique, médiateur, lien social, nœud d'obéissance entre le roi et ses sujets : « Grand chose véritablement, et digne de la Majesté d'un Prince, que nos Roys (ausquels Dieu a donné toute puissance absolue) ayent d'ancienne institution voulu réduire leurs volonteiz sous la civilité de la loy ; et, en ce faisant, que leurs Edits et Decrets passassent par l'alambic de cet ordre public. En encores choses pleine de merveille, que dès lors que quelque ordonnance a esté publiée et vérifiée au parlement, soudain le peuple François y adhère sans murmure, comme si telle compagnie fut le lien qui nouast l'obéissance des sujets avec les commandemens de leur Prince⁹. Qui n'est pas œuvre de petite conséquence pour la grandeur de nos Roys. Lesquels pour cette raison ont toujours grandement respecté cette compagnie, encore que quelquefois sur les premières avenues, son opinion ne se soit en tout et par tout rendue conforme à celle des Roys¹⁰. »

8. *Recherches*, liv. II, chap. 2.

9. Souligné par nous.

10. *Recherches*, liv. II, chap. 6 : « De plusieurs particularitez qui concernent le parlement », p. 58-59.

Sans doute, comme le fait bien remarquer Béatrice Sayhi-Périgot, le plaidoyer d'Étienne Pasquier appartient-il au domaine de l'utopie politique : le Parlement est bien incapable de faire barrage à l'absolutisme, théorisé, au même moment, par Jean Bodin dans sa *République* (1576), et Pasquier en a fait « un tableau irréaliste, niant aussi bien sa collusion avec le pouvoir par le moyen de la vénalité des charges que sa faiblesse intrinsèque due à sa structure essentiellement judiciaire et à sa fonction de simple courroie de transmission des ordres royaux¹¹. » Il demeure pourtant l'essentiel : défenseur d'une monarchie tempérée, incarnée par un roi débonnaire, soumis volontairement à la loi, pendant toute sa vie de magistrat, d'historien et d'érudit, Pasquier a voulu forger les armes intellectuelles d'une alternative politique à l'ordre du roi absolu. Il appartient ainsi à ce courant qui circule, tout au long de l'Ancien Régime, et que l'on retrouve plus ou moins vigoureux, chez de nombreux auteurs, de Claude de Seyssel, au début du règne de François I^{er} (*La Grande Monarchie de France*, 1515) à Louis Machon, dans les derniers mois de la Fronde (*Les véritables maximes du gouvernement de la France*, 1652). Dans la ligne intellectuelle développé par Pasquier, Louis Machon est, peut-être, celui qui développe, le plus clairement, une théorie du parlement considéré comme un substitut des États généraux, eux-mêmes héritiers de « l'assemblée générale des Francs »¹² : il explique ainsi que le Parlement a toujours été « un abrégé des trois Estats. Nous y voyons encore aujourd'hui l'Église représentée par un nombre de conseillers clercs ; nous y voyons la noblesse dans la personne des princes du sang et des ducs et pairs de France, qui sont les premiers de la couronne. Enfin, le corps entier, qui est un corps mixte, y représente tous les ordres du royaume. Le Roy y a son lit de justice, à l'exemple de cet auguste tribunal, sur lequel estoit toujours eslevé dans l'assemblée générale des François au commencement de la monarchie, ou dans l'assemblée des grands de l'Estat en la seconde race, et plus de trois cens ans dans la troisième¹³. »

Dans ce courant anti-absolutiste, on pourrait évoquer aussi Jean du Tillet, un collaborateur d'Étienne Pasquier (*Les Mémoires et recherches [...], contenant plusieurs choses mémorables pour l'intelligence de l'estat des affaires de France*, 1578)¹⁴, Bernard de Girard, sieur du Haillan (*De l'estat et succez des affaires de*

11. *Pourparlers*, op. cit., p. 540.

12. « Tous nos historiens demeurent d'accord que dans la première race [de nos Rois], tous les Francs s'assembloient tous les ans. Il n'y avoit personne qui se pust dispenser de se trouver à l'assemblée, qu'avec une excuse légitime. Le roy y estoit toujours eslevé dans un tribunal. C'estoit là que se faisoient les loix, qu'on traictoit de la paix, de la guerre, des alliances, et de toutes les grandes affaires du royaume. Tout se decidoit par la liberté des suffrages. Tout le monde avoit part à la délibération, parce que notre Monarchie avoit esté fondée sur la liberté : il n'y a jamais eu de gouvernement plus naturel. » (p. 8)

13. *Les véritables maximes du gouvernement de la France, justifiées par l'ordre des temps, depuis l'establisement de la Monarchie jusques à présent ; servant de response au prétendu Arrest de cessation du Conseil du 18 janvier 1652, dédié à son Altesse royale*, Paris, 1652. Louis Machon est l'auteur d'une dizaine de pamphlets, tous proparlementaires. Voir Hubert CARRIER, *La Presse de la Fronde (1648-1653) : Les Mazarinades. I : Les hommes du livre*, Genève, Droz, 1991, p. 45-51.

14. « Quelque plénitude de puissance [que les rois] aient, elle doit estre par eux exercée avec équité et justice, et si leur puissance absolue n'y est réglée, elle devient dissolue. » (Jean Du TILLET, *Les Mémoires et recherches de Jean Du Tillet [...] contenant plusieurs choses mémorables pour l'intelligence de l'estat des affaires de France*, 1578, p. 134.)

France..., 1611, pour l'édition la plus complète¹⁵), et Claude Joly, de nouveau, au moment de la Fronde. Ce dernier, né en 1607 dans un milieu de robe, petit-fils par sa mère du juriconsulte Antoine Loisel est entré dans les ordres à 24 ans. Chanoine de Notre-Dame de Paris, il est devenu grand chantre et official du diocèse. En novembre 1652, une année particulièrement féconde en pamphlets, souvent violents, il fit paraître un *Recueil des Maximes véritables et importantes pour l'institution du Roy contre la fausse et pernicieuse Politique du Cardinal Mazarin prétendu surintendant de l'éducation de Sa Majesté*. Claude Joly fait ici œuvre d'historien, en établissant une généalogie des auteurs qui ont justifié et légitimé le rôle du parlement en matière politique. Car, pour lui, reprenant un thème développé par Pasquier, il ne fait aucun doute que « l'autorité du Parlement a tousjours esté grandement considérée en France, et les Roys l'ont souvent maintenue, comme la leur propre, luy faisant part de toutes les grandes affaires du Royaume, et plus encores pendant les divisions et guerres, qu'en un temps calme et paisible, et ont toujours beaucoup déferé à ses advis et remonstrances¹⁶ ».

Pour justifier cette éminence de la cour de justice, Joly fait appel à *La Grande Monarchie de France* de Claude de Seyssel, qui a fondé une théorie de la monarchie tempérée, à partir des trois freins ou « retenails », par lesquels « la puissance absolue des Roys de France est réglée ». L'un des ses freins est la justice. Et Claude Joly cite ce passage de Seyssel : « La justice sans point de difficulté est plus auctorisée en France qu'en nul autre país du monde que l'on sçache, mesmement à cause des Parlemens qui ont esté instituez principalement pour ceste cause, et à ceste fin de refrener la puissance absolue, dont vouldroyent user les Roys¹⁷. » Dans ce système de preuves, Machiavel succède à Claude de Seyssel. Machiavel, parce que ce dernier, « qui a semé dans ses libelles plusieurs bonnes choses parmy les mauvaises », donne, au chapitre xix de son *Prince*, précisément la France comme exemple « d'un État bien policé ». Et il attribue « principalement au Parlement sa conservation : parmy les royaumes, dit-il, et les gouvernemens qui sont au temps présent bien ordonnez, est celuy de France, car il s'y trouve une infinité de bons establessements, dont despend la liberté et seureté du Roy, le premier desquels est le Parlement et son autorité¹⁸ ». Dans ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Machiavel,

15. « [Les rois] ayans leur puissance limitée, sont beaucoup plus aimez, honorez et redoutez de leur peuple, que ceux desquels le pouvoir est desbordé sans aucune modération ny reigle. » (Bernard DE GIRARD, sieur du Haillan, *De l'estat et succez des affaires de France, œuvre depuis plusieurs précédentes éditions augmenté de plusieurs belles recherches, contenant sommairement l'Histoire des Roys de France, et les choses plus remarquables par eux instituées pour l'establissement et grandeur de leur Royaume et Autorité*, Rouen 1611, liv. III, p. 172.)

16. Claude JOLY, *Recueil des Maximes véritables et importantes pour l'institution du Roy...*, Paris, 1652, p. 320.

17. Claude DE SEYSEL, cité par C. Joly, *ibid.*, p. 328-329.

18. C. JOLY, *op. cit. supra* n. 16, p. 334. Le passage auquel fait référence Claude Joly est le suivant : « [...] une des institutions les plus sages qu'on y remarque est sans contredit celle du parlement, dont l'objet est de veiller à la sûreté du gouvernement et à la liberté des sujets. Les auteurs de cette institution, connaissant d'un côté l'insolence et l'ambition des nobles, de l'autre les excès auxquels le peuple peut se porter contre eux, ont cherché à contenir les uns et les autres, mais sans l'intervention du Roi, qui n'eût pu prendre parti pour le peuple sans mécontenter les grands, ni favoriser ceux-ci sans s'attirer la haine du peuple. Pour cet effet, ils ont institué une autorité qui, sans que le Roi eût à s'en mêler, pût mépriser l'inso-

toujours cité par Claude Joly, confirme l'importance des parlements, « et principalement celui de Paris », considérés comme des « gardiens et protecteurs des loix et ordonnances ». Ces lois sont « renouvelées toutes les fois qu'il fait une exécution contre un Prince du Royaume et qu'il condamne le Roy, en ses Arrests¹⁹ ».

Étienne Pasquier, « personnage bien instruit dans les droicts publics du Royaume » est, lui aussi, appelé à contribution, pour un passage de ses *Recherches* (liv. III, chap. 16) dans lequel il souligne « que nos Roys doibvent trois ou quatre fois plus au parlement de Paris qu'à tous les autres ordres politiques, et que toutes les quantes fois que par opinions courtisanes ils se desunissent des sages conseils et remonstrances de ce grand corps, autant de fois perdront-ils beaucoup du fonds et estoc ancien de leurs Majestez, estant leur fortune liée avec cette Compagnie²⁰. » Et Charles Loyseau, lui-même, dans son *Livre des seigneuries* (chap. v), ajoute Claude Joly, met en valeur « les grands services que le Parlement a rendus à nos Roys quand il dit qu'il faut confesser que ç'a esté le Parlement qui nous a sauvés en France d'estre cantonnez et démembrés comme en Italie et Allemagne, et qui a maintenu le Royaume en son entier²¹ ».

La diversité des références, des preuves, des *exempla* présentés par Claude Joly atteste bien de l'existence, sinon de l'importance de cette chaîne anti-absolutiste, dont Pasquier a forgé l'un des maillons les plus solides, justifiant le rôle politique du parlement, cette cour de justice singulière, « metoyenne entre le Roy et le peuple²² », partagée, dès son origine, entre ces deux fonctions : juger Pierre et Paul, mais aussi intervenir dans les affaires de l'État.

En opposition et en guise de contre-épreuve aux anti-absolutistes, la lecture de Cardin Le Bret, « étatiste » convaincu s'il en est, artisan du durcissement absolutiste du début des années 1630, confirme bien la valeur du droit de remontrance, théorisé par Pasquier, revendiqué par les magistrats, et la nécessité d'en expliquer le fonctionnement, pour mieux le limiter²³. Le chapitre ix du livre II de *De la souveraineté*

lence des grands et favoriser le peuple. Il faut convenir que rien n'est plus propre à donner de la consistance au gouvernement et assurer la tranquillité publique. Les princes doivent apprendre par là à se réserver la distribution des grâces et des emplois, à laisser aux magistrats le soin de décerner les peines, et en général la disposition des choses qui peuvent exciter le mécontentement. » (MACHIAVEL, *Le Prince*, Paris, Garnier, 1968, chap. xix, « Qu'il faut éviter d'être haï et méprisé », p. 66.)

19. C. JOLY, *op. cit. supra* n. 16, p. 335. Le passage auquel fait allusion Claude Joly est le suivant : « Cette monarchie [la France] existe sous des lois et des institutions ; elle en a plus qu'aucune autre monarchie connue. Les parlements et surtout celui de Paris sont les gardiens de ces institutions et de ces lois. Ils ont soin de les renouveler de temps en temps par de grands exemples, contre quelque grand du royaume, ou même par des arrêts absolument en opposition à la volonté du roi. Et ce royaume s'est conservé jusqu'à présent, parce que ce corps a été un des plus constants à réprimer l'ambition de cette noblesse ; s'il la laissait impunie quelques instants, les désordres se multiplieraient à l'infini, et il en résulterait ou qu'on ne pourrait plus punir les coupables sans courir les plus grands risques, ou que la monarchie serait dissoute. » (Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Paris, Berger-Levrault, 1980, liv. III, chap. 1, p. 248.)

20. C. JOLY, *op. cit. supra* n. 16, p. 335.

21. *Ibid.*, p. 336.

22. *Recherches*, liv. II, chap. 2 : « Du parlement ambulatorio, et première introduction d'iceluy. »

23. Cardin LE BRET (1557-1655) synthétise bien le croisement et les interactions permanentes entre la théorie (son traité *De la souveraineté du roi*, Paris, 1632) et la pratique de

du roi évoque, en effet, la nature de l'obéissance que les cours souveraines « doivent rendre aux édits que le Roi leur envoie pour les registrer le publier ». Sur ce point précis, le juriste distingue les édits « qui sont justes ». Dans ce cas, explique-t-il, « chacun doit aller au devant, et les recevoir comme des oracles ». Par contre, s'il s'agit d'édits qu'on appelle « bursaux [concernant les finances], comme si [le roi] vouloit augmenter ses tributs, en établir de nouveaux, et créer des officiers inutiles et superflus pour en tirer de l'argent », Cardin Le Bret semble admettre la légitimité de la remontrance. Mais c'est une légitimité relative, car il explique aussitôt qu'« il faut distinguer les temps » : s'il s'agit de subvenir à une nécessité pressante pour le bien public, en cas de guerre, par exemple, « j'ose dire que la résistance qu'on feroit à les vérifier, seroit une pure désobéissance ». Par contre, en dehors des cas de nécessité, « j'estime qu'il va de la réputation des cours souveraines de faire au Prince de sérieuses remontrances, et tâcher, par toutes sortes de moïens, de le détourner de tels conseils ». Mais très vite, comme si le juriste s'était engagé trop loin dans cette brèche ouverte justifiant la fonction de « conseil », si chère à Pasquier, exercée par le parlement au moyen de la remontrance, il se rétracte, en soulignant que si les magistrats « perdent l'espérance » d'obtenir satisfaction, « il faut se résoudre à l'obéissance [...], autrement la Majesté de l'autorité royale seroit par ce moïen sujette aux volontés de ses officiers, ce qui seroit trop préjudiciable à l'état du prince souverain ». Effectivement, il sera prudent de ne pas aller vers le roi « si l'on connoit qu'il ne soit pas en humeur d'écouter aucune remontrance, ni de souffrir qu'on déferè l'exécution de ses commandemens ». Et en cas de dialogue, il s'agira de se comporter, en cette action, « avec toute sorte d'humilité et de respect, sans se roidir et s'obstiner contre le torrent ». Le risque est grand, en effet, de provoquer l'indignation et la colère du roi, une terrible colère, « qui pourroit le porter à des extrémités dangereuses, contre ceux qui se seroient opposés à ses volontés ». Et

l'État absolu, à l'exemple des chevauchées qu'il commanda, en Lorraine, dans le cadre de sa mission au parlement mis en place à Metz, une mission qui annonce la politique des « réunions » menée au temps de Louis XIV. Par son travail de légiste et son action sur le terrain, le juriste et le praticien du droit illustre bien les deux faces, indissociables, de l'État royal. Cardin Le Bret fut d'abord, en effet, un praticien de l'autorité souveraine, prototype du « commissaire départi ». Sa longue carrière — il mourut à 97 ans — est représentative de celle d'un serviteur entièrement dévoué à la cause de l'État royal : avocat général de la Cour des aides puis au parlement de Paris, de 1604 à 1619, il mena l'accusation contre la maréchale d'Ancre, favorite de Marie de Médicis (Léonora Galigai) et il décida de la confiscation de ses biens et de ceux de son mari, Concini, au profit de la couronne. En 1624-1625, Cardin Le Bret fut nommé intendant à Châlons et à Metz « pour informer des usurpations du duc de Lorraine ». Lors de cette commission, il invoqua le principe de l'inaliénabilité du domaine royal. En 1625, il fut envoyé comme commissaire aux États de Bretagne. Les États refusaient alors de délibérer sur la question du vote des subsides avant que leurs privilèges ne soient confirmés. Le Bret condamna cette attitude : « C'est capituler, traiter d'égal avec le roi » déclara-t-il à cette occasion, car il considérait les privilèges comme tenus « de la pure et grande libéralité de nos rois ». Vers 1630, Le Bret était pleinement convaincu que les cours souveraines devaient se plier à la volonté du Conseil d'en Haut. Deux ans plus tard, il était fait premier président du parlement de Metz. De 1630 à 1655, date de sa mort, Le Bret siégea au conseil du roi dont il devint le doyen. Il fut aussi juge au procès de Marillac (1632) et du marquis de Cinq Mars (1642), des opposants à Richelieu. Voir l'étude de Vittor Ivo COMPARATO, *Cardin Le Bret, « Royauté » e « ordre » nel pensiero di un consigliere del seicento*, Milan, Leo Olschki, 1969.

pour faire mieux sentir l'intensité de cette irritation royale, le juriste propose un exemple particulièrement saisissant, emprunté à la Bible, référence aussi absolue que paralysante : Jonathan, « aiant pris mal son tems pour excuser David, mit son père en telle colère, que s'il n'eût pris la fuite, il l'eut percé d'une lance, et tué sur la place²⁴ ».

Comme on le voit, tout en l'acceptant, mais dans des circonstances précises, rares, et pour le moins risquées, Cardin Le Bret dévitalise la remontrance de tout son potentiel revendicatif : « Il faut se résoudre à la patience, écrit-il encore, et considérer que le cœur des Rois est la main de Dieu, qui dispose les volontés et leurs mouvements, tantôt à la douceur, tantôt à la sévérité, selon que le méritent nos vertus ou nos vices. » En fait, le principe revendiqué d'un contrôle du roi « par une délibération de plusieurs », un « conseil », ce principe donc d'une monarchie tempérée, dont la remontrance serait l'un des plus puissants outils, Pasquier le reconnaissait lui-même, n'a été que rarement appliqué. Car pour répliquer aux résistances des magistrats et se transformer en ce « roi de colère » qu'évoque Cardin Le Bret, le souverain dispose, nous le savons, de moyens légaux pour faire barrage aux « très humbles remontrances » des magistrats et interrompre ainsi tout dialogue : la lettre de jussion, à laquelle les juges répliquaient, parfois, par d'« itératives remontrances »²⁵. En ce cas, réplique définitive, le souverain apparaissait, en personne, dans la cour de justice, accompagné de tout l'appareil de la majesté : les archers du grand prévôt, les cent Suisses, la « noblesse du Roy, les gentilshommes servans, les ordinaires, et escuyers, les seigneurs de marque, les tambours, trompettes et hérauts, les chevaliers de l'ordre, les ducs, le premier huissier du parlement devant les huissiers leurs baguettes cachées, le maître des cérémonies, les huissiers de la chambre avec leurs masses devant le roi ». Derrière sa Majesté, « trois capitaines des gardes du corps, derrière les gardes de la manche et gardes du corps ; et depuis le Pont Neuf jusqu'à la porte de la Galerie, le régiment des gardes en haye. Tout marche en cet ordre depuis la porte de la galerie jusqu'à la grande salle », au son des trompettes et des tambours²⁶. Lors de cette cérémonie, le roi prononçait personnellement l'arrêt, et le greffier, sur son ordre, inscrivait la formule : « Lue et publiée, le procureur du Roi le requérant, à Paris, en Parlement, le... »

Dans ce cas, le souverain faisait taire, et cette fois définitivement, du moins en principe, toute opposition, faisant naître chez bien des magistrats la nostalgie d'une monarchie idéale, définitivement perdue : « Autrefois, les rois, vos prédécesseurs, déclara Omer Talon, avocat général au parlement de Paris, lors du lit de justice du 15 janvier 1648, en semblables journées, faisoient entendre à leurs peuples les grandes affaires de leur Etat, les délibérations de la paix ou de la guerre, dont ils demandoient avis à leurs parlemens et faisoient réponse à leurs alliés ; ces actions n'étoient pas lors considérées, ainsi qu'elles sont à présent, comme les effets de puissance souveraine qui donnent de la terreur partout, mais plutôt comme des assemblées de

24. Cardin LE BRET, *op. cit. supra* n. 23, liv. II, chap. ix, « Des commandemens et des récrits du Prince souverain, et de l'obéissance qui leur est due », p. 60-61.

25. L'ordonnance de Moulins de 1566 tenta vainement d'interdire les remontrances itératives.

26. Il s'agit là de l'appareil royal déployé lors du lit de justice du 20 décembre 1635, cf. Théodore et Denis GODEFROY, *Le Cérémonial françois*, Paris, 1649, liv. II, p. 634.

délibérations et de conseil ». Action de cérémonie, d'éclat et de majesté, selon une formule d'Omer Talon qui lui consacre près du tiers des dossiers qui constituent le manuscrit de ses *Mémoires*, le lit de justice opposait ainsi, au cœur même du parlement, la monarchie absolue effective à la monarchie tempérée imaginée par Pasquier.

Laurent BOURQUIN, *Noblesse seconde et pouvoir en Champagne aux xvi^e et xvii^e siècles*. Paris, Publications de la Sorbonne, 1994. 16 × 24, 333 p., bibliogr., index (« Histoire moderne-27, université de Paris I-Panthéon Sorbonne »).

La culture nobiliaire échappe, en partie, à la mémoire écrite des archives. Elle repose, en effet, sur des liens de clientèle et de fidélité qui s'expriment par des gestes, des promesses, une parole donnée, reçue, retirée. Cette culture nobiliaire a fait l'objet de nombreux travaux récents, sur le duel par exemple²⁷. Nous savons que la période qui sépare la mort de Henri II (1559) et le début du règne personnel de Louis XIV (1661) fut ponctuée de troubles et de rébellions, animés par les grands et les membres de la « noblesse seconde », au nom d'une revendication obstinée, justifiée par les valeurs de l'honneur, de la parole donnée, de la défense du « bien public » contre ceux qui, favori ou « principal ministre », étaient dits usurper la confiance du prince²⁸. Pour tous ces « malcontents » en révolte, il s'agissait, avant tout, de défendre des privilèges considérés comme naturellement dus par le souverain à la *sanior pars* du royaume, en récompense de ses services, en particulier le premier d'entre eux : le sang versé sur les champs de bataille pour la plus grande gloire du roi (et de son propre lignage). Comme l'indique avec force Blaise de Montluc, « celui qui fait son devoir et se void indignement traité, sent cela jusques au cœur ». Et il ajoute : « J'ai ouï dire que le roi François ou Louis, je ne sçai lequel c'est, demandant un jour à un gentil-homme qui estoit gascon comme je suis : quelle chose est-ce qui le pourroit distraire de son service. Rien Sire, respondit l'autre, si ce n'est un dépit. Aussi dit-on que pour un dépit, on se feroit Turc²⁹. » Les attitudes politiques de Turenne, puis de Condé, leurs « trahisons » successives, face à Mazarin au moment de la Fronde, ne peuvent se comprendre sans la référence à cette économie du don dont ils estimaient les règles bafouées³⁰. Pour comprendre la légi-

27. François BILLACOIS, *Le Duel dans la société française des xvi^e-xvii^e siècles. Essai de psychosociologie historique*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1986.

28. Arlette JOUANNA, *Le Devoir de révolte. La noblesse française et la gestation de l'État moderne, 1559-1661*, Paris, Fayard, 1989 : « On n'a pas encore accordé assez d'attention, malgré la multiplication récente des études sur les liens de fidélité, à la nature de ces échanges entre les gentilhommes, qui ne portent pas sur des marchandises et des espèces monétaires, mais sur des biens d'une autre nature, tels que [...] la possession d'un large réseau d'amis d'une part et le prestige que donne la naissance de l'autre. Ils sont pourtant caractéristiques des relations nobiliaires et ont eu un poids considérable dans la vie politique française aux xvi^e et xvii^e siècles. » (p. 65-66)

29. *Commentaires de Blaise de Montluc*, Paris, 1879, t. II, p. 343.

30. L'auteur d'une *Vie de Condé*, in *Les Vies des hommes illustres de la France*, t. 24, Paris, 1775, explique ainsi l'attitude de Monsieur le Prince contre Mazarin au moment de la Fronde : « Après tant de services rendus à l'État, il crut avoir droit de tout exiger de la cour; en effet, toute la France persuadée de son crédit, s'adressoit à lui pour obtenir des grâces, et il regardoit comme des outrages les plus justes refus [...]. Tantôt il vouloit qu'on lui donnât en souveraineté la Franche Comté, ou qu'on lui achetât la principauté de Montbeliard. Ces

timité morale et intellectuelle de ces révoltes, on a insisté sur l'importance du néostoïcisme (Épictète, Sénèque revus par Juste Lipse) dans la formation morale de nombre de gentilshommes « malcontents » : ce néostoïcisme permet d'identifier et de circonscrire une culture politique de résistance de la noblesse à l'État royal, dans sa forme absolue³¹. Henri de Campion (1613-1663), par exemple, témoigne de l'importance de cette philosophie. Ce gentilhomme normand est représentatif d'une noblesse partagée entre le service du prince et les intérêts de son lignage. Il indique dans ses *Mémoires* ses principales lectures, « capables, précise-t-il, de me former l'esprit et de m'inspirer de bons sentiments ». Il cite ainsi Plutarque, Charron, Sénèque, Montaigne, « qui sont toujours mes véritables favoris ». Il s'agit là, on le voit, d'autant de composantes d'une culture nettement néostoïcienne, se souciant avant tout des problèmes moraux que posait la conduite dans la vie civile, avec un désir souverain d'agir dans le monde sans être pris à ses pièges³². Henri de Campion rappelle aussi que lors de ses campagnes militaires, de 1635 à 1642, il emportait avec lui ses livres préférés dans une charrette. Avec trois amis du régiment de Normandie, il passait ainsi de longues soirées de lecture à voix haute : « [...] nous examinions les plus beaux passages, pour apprendre à bien vivre et à bien mourir, selon la morale, qui étoit notre principale étude³³. »

Les chercheurs anglo-saxons ont beaucoup travaillé sur cette culture nobiliaire. Ainsi, à partir de l'étude des rapports entre Louis de Bourbon, prince de Condé (1530-1569), et les nobles de la Picardie, une province frontrière dont il était gouverneur, l'historienne américaine Kristen B. Neuschel s'est proposée de tester le modèle de clientélisme élaboré par les historiens français (en particulier Roland Mousnier et ses élèves), et anglo-saxons, pour comprendre le fonctionnement de la culture politique de la noblesse, notamment au début des troubles de religion³⁴. Sharon Kettering consacre, elle aussi, ses recherches aux relations internobiliaires, en quête d'une définition des liens « invisibles » de clientèle et de fidélité qui se nouent entre un patron et un client dans le cadre de relations politiques dont l'État royal tend à devenir le pivot³⁵. Ellery Schalk, chercheur et enseignant à l'université d'Austin (Texas), a centré son analyse sur la manière dont les contemporains ont

demandes outrées embarrassaient la cour déterminée à tout refuser, mais assez faible pour tout promettre. » (p. 223)

31. Jean-Marie CONSTANT, *Les Conjurateurs. Le premier libéralisme politique sous Richelieu*, Paris, Hachette, 1987.

32. *Mémoires de Henri de Campion (1613-1663)*, Paris, Mercure de France, 1990, p. 42-43. Plutarque est utile, selon lui, pour « apprendre à bien vivre, comme Montaigne à nous faire connaître, et Sénèque à bien mourir » (p. 42) et Marc FUMAROLI, dans l'introd., p. 17.

33. *Ibid.*, p. 96.

34. Kristen B. NEUSCHEL, *Word of honor. Interpreting noble culture in sixteenth-century France*, Ithaca, Cornell University Press, 1989. À l'origine de cette recherche : Roland MOUSNIER, « Les concepts "d'ordres", "d'États", de "fidélité" et de "monarchie absolue" en France, de la fin du x^v siècle à la fin du x^{vii} siècle », *Revue historique*, t. 502, 1972, p. 289-312 ; *Id.*, « Les fidélités et les clientèles en France aux x^{vi}, x^{vii} et x^{viii} siècles », *Histoire sociale*, t. XV, 29, 1982, p. 35-46 ; John RUSSEL Major, « Crown and aristocracy in Renaissance France », *American Historical Review*, 69, 1964, p. 631-645. Sur un thème voisin, voir aussi David POTTER, *War and government in the French provinces. Picardie (1470-1560)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993.

35. Sharon KETTERING, *Patrons, brokers and clients in seventeenth-century France*, New York, Oxford University Press, 1986.

défini la noblesse, de François I^{er} à Louis XIV. Il a ainsi mis en valeur une forte inflexion qu'il situe entre le temps des troubles de religions et celui de la raison d'État : disqualification des valeurs de la guerre, de l'action brutale, d'une « vertu » naturelle présentée comme inhérente à la noblesse ; promotion de l'hérédité, de la naissance, du sang et des valeurs mondaines de l'« honnête homme » développées dans le cadre de la société de cour³⁶.

Laurent Bourquin s'inscrit dans le champ de ces recherches neuves : à partir du révélateur de la défense militaire de la Champagne, un territoire frontière, souvent menacé, aux marges du royaume, il s'est attaché à décrire les relations d'attraction et de répulsion qui ont uni, et parfois séparé, dans la longue durée, l'État royal et l'ordre des *bellatores*, celui des guerriers dans l'ancienne représentation de la société d'ordres.

Le premier intérêt de cette recherche tient à la qualité des dépouillements d'archives régionales : ainsi, une évaluation des nobles participant aux combats pour la défense du territoire a été possible, à partir d'indices collectés dans des rôles de ban, d'arrière-ban et de montres. Mais le sujet principal du livre est le processus de discipline de l'aristocratie. Ce processus s'inscrit dans un jeu à trois variables : l'État royal, tout d'abord. Ce dernier ne disposait, au début de la période, que de peu de moyens pour faire admettre son autorité dans la province. Deuxième variable : les grands féodaux, redoutables et souvent « malcontents », à la tête de puissants réseaux de fidélités provinciales. Il s'agit des Bouillon, des Nevers, des Luxembourg et des Guise. Quatre-vingt-une familles nobles, par exemple, soit plus de la moitié de l'effectif du bailliage de Troyes, étaient vassales du duc de Nevers, en 1558³⁷. La « noblesse seconde », une expression proposée par Jean-Marie Constant, est la troisième de ces variables : composée de lignages de moindre envergure, comme les Choiseul, les Anglure, les Clermont, les Dinteville, elle pouvait échapper au contrôle des grands lignages et capter, à son profit, la clientèle des petits gentilhommes dont l'horizon ne dépassait pas les bornes d'une ou de deux seigneuries.

Dans un premier temps, jusqu'au début du xvii^e siècle, les hommes du roi sollicitèrent des membres de la noblesse seconde pour la défense militaire face aux Habsbourg, mais aussi pour exercer une influence médiatrice et apaisante en cas de conflits internes à la province ou en cas d'opposition armée avec un grand. On voit ainsi, dès les années 1530, François I^{er} confier à quelques nobles champenois, pas trop puissants, de solides pouvoirs militaires tout en les comblant de faveurs. Il s'agissait, en quelque sorte, d'acheter la fidélité des nobles locaux : les Dinteville, par exemple, parvinrent à devenir, en un demi-siècle, les principaux agents du pouvoir royal à Troyes, capables de faire contrepoids à la puissance des grands. Le temps des troubles de religion confirme cette fidélité acquise, car la noblesse seconde, « achetée » par le roi, a résisté à l'offensive guisarde des années 1585-1587. Ainsi, derrière Dinteville, lieutenant général, tous ses parents et tous ses amis semblent avoir fait défaut aux Guise. Et un même processus de fidélisation royale

36. Ellery SCHALK, *From valor to pedigree. Ideas of nobility in France in the sixteenth and seventeenth century*, Princeton, Princeton University Press, 1986, trad. franç. *L'Épée et le sang : une histoire du concept de noblesse, vers 1500-1650*, Seyssel, Champ Vallon, 1996.

37. D'après un pointage effectué à partir du rôle dressé pour la convocation du ban et de l'arrière-ban.

est observable pendant les troubles qui ont marqué le début du règne de Louis XIII : à chaque crise de « malcontentement », les lignages de la noblesse seconde ont fermement tenu le pays contre les grands révoltés, les Bouillon, en particulier. Témoignant de sa satisfaction, en mars 1617, Richelieu, qui faisait alors son apprentissage de la Chose publique, écrivait à Charles de Choiseul-Praslin, lieutenant-général de la province et membre, lui-même, d'un lignage champenois : « Le contentement qu'ont leurs majestez, ayans sceu de quelle façon vous vous estes comporté à effectuer leurs volonte, est plus grand que je ne vous le puis dire, et que vous ne pourriez vous-mesmes le penser. Il n'y a point de doute que tesmoignant, comme vous faites, n'avoir passion que pour leur service, elles ne se portent à vous traicter de sorte que vous aurez occasion d'en estre satisfait³⁸. »

À partir de Richelieu, de nouveaux rapports de force se sont instaurés entre la monarchie, renforcée, les grands et la noblesse seconde. Cette dernière, en effet, est devenue un instrument de répression, directement placée sous les ordres du prince pour assumer des tâches de police, y compris contre les grands : « Il ne s'agit plus de convaincre, explique Laurent Bourquin, mais de contraindre ; il ne s'agit plus d'utiliser le crédit local de la noblesse seconde, mais sa puissance militaire. » Surtout, cette noblesse est désormais utilisée non plus seulement dans la province, mais dans tout le royaume : les frères L'Hospital, par exemple, qui ont participé aux campagnes militaires du roi dans les années 1620, se sont vu confier l'arrestation du duc de Vendôme et de son frère, le grand prieur de France, en 1626, et l'un des frères fut investi, en 1632, de la charge de gouverneur de Provence, loin donc de ses terres champenoises. Comme l'écrit Laurent Bourquin, « en se chargeant de l'arrestation de quelques individus gênants, en parcourant le royaume à la tête de leurs régiments, ils se sont affirmés comme des officiers d'un nouveau genre, individus sûrs et prêts, dans certains cas, à exécuter les basses besognes du pouvoir afin de préserver l'autorité d'un monarque auquel ils doivent tout [...] Leur charge ne s'exerce plus dans le cadre strict de la province. Leur expérience militaire et leurs missions sont transposées à l'échelle du royaume tout entier, comme si le pouvoir essayait désormais d'utiliser leurs compétences pour les tâches les plus sensibles touchant à sa puissance³⁹ ».

Louis XIV amplifia encore le processus de perturbation des fidélités régionales et de « royalisation » de la noblesse locale : en effet, en raison des contraintes militaires, le roi de guerre imposa à l'aristocratie une mobilité géographique, la déracinant du territoire où elle exerçait traditionnellement son pouvoir. Jusqu'alors, la gloire acquise par les armes, ou tout simplement le pouvoir politique conféré par une charge de lieutenant général, ou de gouverneur, pouvaient être obtenus sur l'espace local déjà contrôlé par le lignage. Or, par leur ampleur, les conflits européens de la seconde moitié du siècle (guerre de la Ligue d'Augsbourg, guerre de Succession d'Espagne) ont obligé tous les membres de la noblesse, les grands comme les membres de la noblesse seconde, à se battre aux quatre coins de l'Europe pour se faire remarquer et gravir les échelons de la hiérarchie militaire. Au terme de cette évolution, l'État royal, et lui seul, est devenu le pivot et le régulateur des systèmes de clientèles et de fidélités régionaux.

38. Cité par L. BOURQUIN, *op. cit.*, p. 142.

39. *Ibid.*, p. 146.

La Champagne a ainsi vécu, en deux siècles, un processus de déracinement nobiliaire qui a substitué la fidélité étatique à la fidélité féodale, la puissance du pouvoir central aux réseaux ramifiés et lignagers des pouvoirs locaux. Et dans tous les cas, la guerre fut le ferment et l'agent de ce processus de « réduction à l'obéissance » de la noblesse.

Développant une métaphore organiciste, devenue à cette date, un lieu commun, le 25 août 1677, dans un discours prononcé à l'Académie française, Paul Tallemant expliquait que « Louis est la tête qui fait mouvoir tant de bras [...] Nouveau Jupiter, il lance la foudre, et tous ses Lieutenans, comme autant de bras, font sentir les effets de sa colère en tant de climats différents, que tout l'Univers en résonne; en Flandres, en Allemagne, en Catalogne, en Sicile, à Cayenne, à Tabago; la victoire vole incessamment d'un bout du monde jusqu'à l'autre ». En même temps, l'Académicien confirmait que tout désormais était décidé dans le cadre du conseil du roi : alors que les gentilshommes de Champagne et d'ailleurs, hier encore aristocrates fiers et « malcontents », s'étaient convertis en dévots courtisans, dans une cour tout occupée « de jeux, de danses, de spectacles », le prince « travaillait sans relâche » dans le silence de son cabinet. Il y « méditoit ce grand dessein [...] C'est de là que partent les foudres qui vont jusqu'aux Indes brusler les vaisseaux hollandois [...] C'est de là que vient le malheur des ennemis et le bonheur de la France; et c'est de là enfin que la gloire est toute chez les François⁴⁰ ».

Joël CORNETTE,
Université Paris VIII-Vincennes-St-Denis,
UFR d'histoire,
2, rue de la Liberté,
93526 St-Denis Cedex 02
(septembre 1994).

40. Panégyrique du roi sur la campagne des Flandres, in *Les Panégyriques du roi prononcés dans l'Académie française*, éd. Pierre ZOBEMAN, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne (« Mythes, critique et histoire », 5), 1981, p. 141.